

VIN

La bouteille durable du Petit baroudeur

Ils sont accompagnés par l'incubateur de Kedge Business School et lancent sur le marché leur Bio'teille. À la fois marcheurs invétérés et amateurs de vin, Marin Belorgey et Victor Roux ont créé le site de vente en ligne Le Petit baroudeur. Leur premier coffret propose trois rouges de Camargue (29,95 €) dans la fameuse Bio'teille, une coque en fibre moulée issue à 100 % de matières recyclées (journaux, carton...) qui entoure une poche souple en plastique recyclable. Moins gourmande en énergie à la fabrication, plus légère à transporter, résistante et même légèrement isotherme, assurent ses concepteurs. /PHOTO DR
→ le-petit-baroudeur.com



ARCHIVES MUNICIPALES

Sur les traces de Marseille italienne

Depuis le Moyen-Âge, nombre d'italiens ont peu à peu transité par la cité phocéenne avant de s'y installer pour certains. Représentant jusqu'à un quart de la population marseillaise au début du XX^e siècle, ils ont laissé bien des traces, dans le monde du commerce, mais aussi par leur culture religieuse, artistique, gastronomique ou encore sportive. Les Archives municipales de Marseille offrent un voyage dans le temps pour mieux comprendre l'héritage et la place de ce peuple à l'histoire complexe au sein de "la plus italienne des villes de France". Au cœur du quartier de La Belle de Mai (3^e), les Archives de Marseille accueillent gratuitement le public du mardi au samedi (9 h-12 h/13 h-16 h 45). /PHOTO A. G-P.



marseilleinside

248, avenue Roger-Salengro 13015 Marseille
locale@laprovence-presse.fr

Bruits de couloir

Rencontre des membres du Réseau Jeunes national à Marseille autour de la justice sociale

Les injustices et les inégalités ne cessent de se creuser et la crise sanitaire est venue renforcer ce constat. De plus en plus de personnes ont du mal à trouver leur place au cœur du débat démocratique, à se sentir partie prenante des sujets qui les concernent. Comment trouver sa place pour s'exprimer et se sentir écouté ? Comment échanger et débattre ensemble malgré ses différences ? Comment se mobiliser et agir pour ce qui nous semble juste ? C'est pour réfléchir et répondre à ces questions que 120 jeunes se réunissent du 30 octobre au 3 novembre à Marseille à l'occasion de la rencontre annuelle des jeunes des centres sociaux. Cinq jours pour se sensibiliser et se former à l'animation de débats, et montrer que les jeunes ont envie de peser dans la balance de la justice sociale.

La 3^e édition des Journées des agricultures urbaines en Méditerranée se déroulera les 18 et 19 novembre

Coorganisées par la Cité de l'agriculture, l'Avitem, l'Astredhor, l'Afaup et le laboratoire Telemme (Aix-Marseille Université), les Journées des agricultures urbaines en Méditerranée donnent à voir les mouvements et initiatives pour (re) mettre nature et agriculture au cœur des villes. Alors que les projets d'agriculture urbaine ne cessent de se multiplier et les porteurs de projets de se structurer, il ne s'agit plus désormais de convaincre des atouts de l'agriculture urbaine mais d'avancer dans la même direction. Cette 3^e édition, sur le thème "des projets pour faire territoire", se déroulera à Marseille les 18 et 19 novembre et place au cœur des échanges les collectivités territoriales et leur importance dans la définition de politiques publiques favorables au déploiement de l'agriculture urbaine.

La phrase

"Faire des bâtiments qui ne soient pas un catalogue de composants industrialisés venant de Chine, de Turquie, d'Inde ou d'ailleurs, c'est une posture idéologique que je défends, parce que je suis un architecte patriote."

RUDY RICCIOTTI, ARCHITECTE, QUI SIGNE AVEC ROLAND CARTA LA CITÉ INTERNATIONALE JACQUES-CHIRAC, À ARENC, DONT LA PREMIÈRE PIERRE A ÉTÉ POSÉE LUNDI, EN PRÉSENCE DE NOMBREUSES PERSONNALITÉS

Le secteur médico-social tire la sonnette d'alarme

Ces associations prennent soin des personnes handicapées ou de jeunes de la protection de l'enfance. Des salaires trop bas mettent leurs métiers en péril



Doze acteurs associatifs majeurs de l'aide à l'enfance et du handicap dans le département ont tenu une conférence de presse commune pour alerter sur leurs difficultés à recruter. /PHOTO FRANCK PENNANT

Une prime de 183 € net mensuels pour les personnels du secteur de la santé, aides-soignants, éducateurs spécialisés, kinés... C'est l'une des mesures phares du Ségur de la santé (lire ci-contre). Sans aucunement contester le bien-fondé de cette revalorisation salariale, les principales associations du secteur médico-social des Bouches-du-Rhône ont dénoncé les effets pervers de la mesure, hier lors d'une conférence de presse commune à Marseille.

Ces acteurs ont créé et gèrent des Esat (les ex-centres d'aide par le travail), des IME (instituts médico-éducatifs), des CAMSP (centres d'action médico-sociale précoce), des foyers pour mineurs placés... Et suivant leur bailleur de fonds, Agence régionale de santé ou conseil départemental, ils pourront appliquer l'augmentation de 183 € ou pas. Aux salariés relevant de l'ARS la prime salariale; aux autres relevant du Département, non. Et ce "même pour des personnels qui font le même

métier dans une même structure. Comment voulez-vous présenter une mesure pareille au personnel?", s'interroge Yves Lachèvre, président de Serena, association qui suit des jeunes présentant des troubles du comportement.

Les équipes avaient déjà été éreintées par la continuité des missions en plein Covid. L'obligation du pass sanitaire pour les personnels a provoqué quelques défections supplémentaires, "mais à un niveau plutôt anecdotique", assure Jean-Yves Lefranc, directeur général de l'Unapei (Union nationale des associations de parents, de personnes handicapées mentales) Alpes-Provence. La concurrence entre postes relevant ou pas de la hausse salariale du Ségur finirait de faire vaciller un édifice déjà fragile.

"De longue date, on peine à fidéliser nos orthophonistes, nos kinés, constate Grégory Lafont, directeur de l'Association régionale pour l'intégration (Ari). Avec la prime, les aides-soignants, les éducateurs font aussi

leurs comptes et envisagent d'aller voir ailleurs s'ils sont sur un poste qui ne peut y prétendre."

Philippe Pillon, directeur de l'Irsam, association spécialisée dans les handicaps sensoriels, complète: "Il y a une vingtaine d'années, un éducateur spécialisé gagnait 1,8 fois le Smic. C'est 1,2 fois aujourd'hui. Nos métiers ne sont plus attractifs, même avec des personnels militants et motivés, c'est l'hémorragie." Dans un secteur associatif de droit privé, mais qui organise une partie de la solidarité nationale et touche des aides publiques à ce titre, "salaire = subvention, nous ne pouvons pas faire ce que nous voulons en la matière", rappelle un intervenant.

Les douze associations réunies hier à Marseille (*) "représentent 7 000 salariés et quelque chose comme 20 000 mesures (personnes suivies, Ndlr)", estime Jean-Yves Lefranc. 490 postes y seraient à pourvoir, sans succès. Toutes réclament une refonte de la convention collective, donc des

183 euros net mais pas pour tout le monde

À la suite des accords du Ségur de la santé signés l'été dernier, une revalorisation salariale de 183 € net par mois a été décidée pour tous les personnels des hôpitaux et Ehpad publics mais aussi, au 1^{er} janvier prochain, pour les autres soignants du secteur social et médico-social privés à but non lucratif, soit quelque 65 000 salariés en France. Mais ceci seulement si leur structure de rattachement est financée par l'Assurance maladie. Ceux, au sein des mêmes associations, dont les services ou centres dépendent de financements départementaux en sont pour l'heure exclus.

niveaux de rémunération et de subventions correspondantes. Car du personnel en tension dans les établissements, "c'est moins de temps pour des projets pédagogiques, des perspectives qui se ferment pour les personnes en situation de handicap, du lien qui se casse, se désolle Fabien Micaeli, dont le frère, Alexandre, est suivi par l'Unapei. Et les personnes handicapées, elles sont comme vous et moi, elles ont besoin de projets de vie."

Les associations du secteur médico-social attendent désormais que les pouvoirs publics, État et départements, se positionnent. "C'est un appel au secours, confie le directeur de l'Unapei régionale. Si rien ne bouge d'ici le 31 décembre, on ne sait tout simplement pas si on pourra continuer l'année prochaine."

Guénaël LEMOUËE

(*) AMS, APF France handicap, Ara-IMC, Ari, Fouque, Formation et métier, Irsam, La Bourguette, Sauvegarde 13, Serena, Unapei Alpes-Provence, Adapei Var-Méditerranée.

Rencontres des Métiers d'Art 2021

235632

PERNES LES FONTAINES
Centre Culturel des Augustins

29-30-31 octobre
10H - 19H

60 Artisans d'Art, 3 jours d'exposition
www.rencontresmetiersdart.com
Prix d'entrée 5 €
Gratuit pour les moins de 18 ans

TÉLÉVISION

Le "Jour du Seigneur" pose ses caméras à Marseille

Dimanche 31 octobre, dès 10h30 sur France 2 et à l'occasion du grand rassemblement anniversaire de la famille ignatienne à Marseille, l'émission "Le Jour du Seigneur" retransmettra la messe en direct de l'église Saint-Ferréol, sanctuaire confié aux jésuites, ouvert sur le Vieux-Port de Marseille et qui se veut un lieu d'accueil dans un quartier populaire et cosmopolite. En direct, cette messe sera célébrée avec des pèlerins venant de France, de Belgique et du Luxembourg. Avant la messe, un reportage permettra de découvrir différentes figures ignatienne, prêtres et personnes laïques, de la communauté de Marseille. /PHOTO DAVID ROSSI



ANTIQUAIRE Urgent achète

Manteaux de Fourrure
Mobiliers anciens
Bijoux Or / Fantaisie
Toute Argentrie
Art Asiatique/Afrique
Montre ancienne
Carillon/Pendule/Tableau
Pièce de monnaie

Estimation gratuite

Déplacement Gratuit 7j/7

MAISON ETIENNE
06 89 92 75 91
www-antiquite-maisonetiennne.fr